

Modes d'accueil de la petite enfance

OBJECTIFS

- Identifier les principes fondamentaux de l'organisation juridique et du contentieux administratif
- Comprendre les objectifs du législateur quant à l'accueil des jeunes enfants
- Connaître les exigences légales du panel des modes d'accueil de la petite enfance
- Maîtriser les procédures d'autorisation
- Savoir rédiger une motivation
- Perfectionner les outils d'évaluation
- Assurer la sécurité juridique des décisions du PCG/ prévenir le contentieux
- Evaluer et pouvoir faire évoluer les pratiques

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- Apports théoriques et méthodologiques du formateur, exemples jurisprudentiels, échanges avec les stagiaires

PUBLIC

Personnels chargés de l'agrément, du recrutement et de l'emploi, et du contentieux des assistants maternels et familiaux.

DATES :

PARIS > 24-25 MAI 2012

MONTPELLIER > 29-30 NOVEMBRE 2012

DURÉE : 2 JOURS

TARIF : 1 020 euros HT

PROGRAMME

L'accueil des jeunes enfants : des modalités encadrées par le droit

- Le droit : un système de normes hiérarchisées
- L'encadrement législatif et réglementaire des décisions des présidents de conseils généraux

L'autorisation de l'accueil

- Personnes physiques ou morales de droit privé
- Personnes morales de droit public

Les conditions tenant au personnel des établissements d'accueil des jeunes enfants

- Qualification ou expérience professionnelle
- Moralité
- Aptitude physique

Panorama des modes d'accueil

- Les pouponnières
- Les centres de vacance, de loisirs et de placement de vacances
- Les différents types de crèche

- Les haltes-garderies
- Les jardins d'enfants
- Les modes multi-accueil
- Les jardins d'éveil

Focus sur les maisons d'assistants maternels

- Origines
- Les conditions de création
- Le contrôle

La commission départementale de l'accueil des jeunes enfants

- Composition
- Compétences
- Modalités de fonctionnement

Le projet d'établissement

Le règlement intérieur des établissements d'accueil des jeunes enfants

- Les contraintes légales de forme et de procédure
- Les contraintes légales de fond

L'admission en établissement d'accueil

- La nécessité de définir des critères objectifs et rationnels
- Les places réservées
- Les conséquences de l'interdiction des discriminations (état de santé, handicap, ...)

Le rôle de surveillance et de contrôle dévolu au médecin responsable du service de PMI

- Les pouvoirs de contrôle
- Les effets du contrôle

Les responsabilités en jeu

- Responsabilité d'indemnisation
- Responsabilité pénale
- Responsabilité disciplinaire